

**CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS  
RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS**

**BSG Resources Limited, BSG Resources (Guinea) Limited et  
BSG Resources (Guinea) SARL**

**c.**

**République de Guinée**

**(Affaire CIRDI n° ARB/14/22)**

---

**ORDONNANCE DE PROCÉDURE N° 8**

**Objection de la Défenderesse à certaines publications**

Professeur Gabrielle Kaufmann-Kohler, Présidente du Tribunal  
Professeur Albert Jan van den Berg, Arbitre  
Professeur Pierre Mayer, Arbitre

*Secrétaire du Tribunal*

M. Benjamin Garel

*Assistant du Tribunal*

Dr. Magnus Jesko Langer

---

23 mars 2017

1. Le Tribunal fait référence au courriel de la Défenderesse en date du 31 janvier 2017, au Tableau pour la transparence qui l'accompagnait et aux commentaires des Demanderesses en date du 15 février 2017, relatifs aux objections de la Défenderesse à la publication de certaines informations confidentielles ou protégées dont elle demande la protection sur le fondement des articles 7(2)(a) et (c) du Règlement CNUDCI sur la transparence, l'article 15 de l'Ordonnance de procédure n° 2 du 17 septembre 2015 et l'article C(c) de l'Ordonnance de procédure n° 4 du 25 novembre 2015.
2. La présente ordonnance expose le cadre juridique applicable (A), la décision du Tribunal concernant chaque catégorie de documents dont la protection est demandée (B), et des indications relatives aux prochaines étapes de la procédure (C).

#### **A. Cadre juridique**

3. Les Parties sont convenues de l'application du Règlement sur la transparence tel qu'exposé et modifié dans l'OP2. En conséquence, les Parties sont convenues de mettre à disposition du public les documents énumérés au paragraphe 12(iii) de l'OP2, sous réserve des exceptions à la transparence prévues à l'article 7 du Règlement sur la transparence.
4. En cas de désaccord sur le point de savoir si un certain document ou une certaine catégorie de documents est confidentiel ou protégé, le Tribunal prendra sa décision en application des critères exposés à l'article 7 du Règlement sur la transparence. Dans ce contexte, l'article 1(4) du Règlement sur la transparence précise que, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, le Tribunal tient compte de l'intérêt que le public porte à la transparence ainsi que de l'intérêt qu'ont les Parties de voir leur litige réglé équitablement et efficacement. En outre, selon l'article 1(6) du Règlement sur la transparence, le Tribunal doit veiller à ce que les objectifs de transparence priment sur tout comportement ayant pour effet de compromettre ces objectifs.

5. Enfin, le Tribunal remarque que les règles de l'IBA sur l'administration de la preuve sont inutiles (les « règles de l'IBA ») dans le présent contexte. En effet, elles traitent d'une question différente, celle de savoir si certains documents peuvent être versés au dossier, alors que le Règlement sur la transparence et l'OP2 concerne la possibilité de mettre à la disposition du public des documents figurant déjà au dossier. Certes, certaines des considérations pertinentes pour les besoins des exceptions à la transparence dans le cadre du Règlement sur la transparence peuvent coïncider avec les exemptions à la production dans le cadre des règles de l'IBA (par exemple en ce qui concerne l'article 7(2)(a) et (c)). Mais l'on ne doit pas perdre de vue le fait que le but de l'exercice entrepris ici est différent.

## **B. Décisions**

6. Les décisions du Tribunal sont indiquées dans le Tableau pour la transparence en annexe 1.

## **C. Ordonnance**

### (a) Pièces qui ne seront pas publiées

Les pièces suivantes ne seront pas publiées : C-0006; C-0007; C-0008; C-0011; C-0018; C-0019; C-0020; C-0021; C-0022; C-0076; C-0077; C-0078; C-0079; C-0080; C-0081; C-0082; C-0105; C-0160; C-0240; C-0302 (en ce qui concerne les informations bancaires confidentielles); C-0305 (en ce qui concerne les informations bancaires confidentielles); C-0342; C-0350.

### (b) Caviardage des écritures

- (i) Les passages suivants dans le Mémoire en Réplique des Demandereses du 10 janvier 2017 seront caviardés: para. 40, 2<sup>ème</sup> phrase et citation (note de bas de page 35 incluse) ; para. 56, 2<sup>ème</sup> et

3<sup>ème</sup> phrases avec citation (note de bas de page 48 incluse) ; para. 102, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 99 incluse) ; para. 106 (note de bas de page 102 incluse) ; para. 133 et citation (note de bas de page 126 incluse) ; para. 145, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 136 incluse) ; para. 151 et citation (note de bas de page 139 incluse) ; para. 152 et citations (notes de bas de pages 140 à 142 incluses) ; para. 209 (note de bas de page 199, from “DLA Report” incluse); para. 227 (ainsi que la référence à la pièce C-0078 dans la note de bas de page 215) ; para. 258, 2<sup>ème</sup> phrase ; para. 259, 1<sup>ère</sup> à 4<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 245 incluse) ; paras. 262 à 264 ; para. 344 (i) à (xi) (notes de bas de pages 331 à 342 incluses) ; para. 346 (i), (ii), (iii), 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> citations et 346 (iv) à (xii) (notes de bas de pages 343 à 356 incluses, sauf 345) ; para. 347 (notes de bas de pages 357 à 364 incluses) ; para. 349 (notes de bas de pages 366 à 372 incluses) ; para. 355 (i), (v) et (vi) (ainsi que les références aux pièces C-0006 et C-0020 dans les notes de bas de pages 374, 379 et la note de bas de page 380) ; para. 362 (notes de bas de pages 382 à 385 incluses) ; para. 366 et citation (note de bas de page 386) ; para. 367 et citation (note de bas de page 387 incluse) ; para. 368 et citation (note de bas de page 388 incluse) ; para. 456, 4<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 484 incluse) ; para. 458, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 485 incluse) ; para. 461, 2<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 486 incluse) ; para. 480, 2<sup>ème</sup> phrase (notes de bas de pages 502 et 503 incluses) ; para. 98, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases et citation (note de bas de page 647 incluse) ; Annexe 2, 2<sup>ème</sup> point, page 6 ; 5<sup>ème</sup> point, page 15 ; 2<sup>ème</sup> point, page 17.

- (ii) Les passages suivants dans la déclaration de témoin de Joseph Tchelet (CWS-11) seront caviardés: para. 35(iii) (note de bas de page 40 incluse).
- (iii) Les passages suivants dans la déclaration de témoin de Mark Struik (CWS-12) seront caviardés: para. 35, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 21 incluse).

(c) Communications des documents modifiées aux fins de publication

Les Demanderesses transmettront au Tribunal et au Centre, dans les sept jours suivant réception de cette Ordonnance de procédure, les versions caviardées des documents concernés aux fins de publication.

Au nom du Tribunal

[Signé]

---

Gabrielle Kaufmann-Kohler  
Présidente du Tribunal

Annexe 1 : Tableau pour la transparence

République de Guinée	OBJECTION N° 1
Documents dont la protection est sollicitée	<p>La consultation juridique préparée par les avocats du cabinet DLA Piper à l'attention de son client :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>C-0240</b>: Rapport DLA Piper (parfois cité en tant que pièce C-231 dans le Mémoire en Réplique)</li></ul> <p>Ainsi que les références à cette pièce dans le Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017, soit les paragraphes 209 (ainsi que la référence à la pièce C-231 dans la note de bas de page 199) ; 258, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> phrases ; 259 (note de bas de page 245 incluse) et 262 à 264.</p> <p>Ainsi que les références à cette pièce dans l'Annexe 2 du Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017, soit le 5<sup>ème</sup> point, page 15 et le 2<sup>ème</sup> point, page 17.</p>
Fondement juridique de la protection	<p>L'Article 7(2)(c) du Règlement CNUDCI sur la transparence qui exclut de la mise à la disposition du public les informations protégées contre la divulgation en vertu de toute loi ou règlement, et l'article 66-5 de la loi française n° 71-1130 du 31 décembre 1971 telle que modifiée par la Loi n° 2011-331 du 28 mars 2011 selon lequel : « <i>En toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci . . . sont couvertes par le secret professionnel.</i> »</p> <p>L'article 2.1 du Règlement intérieur national établi par le Conseil National des Barreaux français précise en outre que « <i>le secret professionnel de l'avocat est d'ordre public. Il est général, absolu et illimité dans le temps.</i> »</p>
Commentaires	<p>La pièce C-0240 est un projet de rapport préparé par des avocats français et américains contenant des informations à destination de leur client. Ce document est couvert par le secret professionnel des avocats. Une mention en ce sens était clairement inscrite sur le rapport : « <i>Confidential draft</i> ». Par ailleurs, le document précise dans son deuxième paragraphe : « <i>This memorandum is covered by professional secrecy as well as privileges such as the Attorney Work Product Privilege under US law. It may not be disclosed to any person without the express authorization of its authors</i> ».</p> <p>Il ressort des Enregistrements du FBI que les Sociétés BSGR se sont procurées ce document illégalement : « <i>ça, c'est un</i></p>

	<p><i>document hyper, hyper confidentiel ... Ca je peux te dire c'est - personne sait qu'on a ça hein ? Personne sait qu'on a ça, parce qu'il a fallu payer pour avoir ça. » (R-36, p. 60)</i></p> <p>L'illégalité de l'obtention de ce document est d'autant plus flagrante que la version soumise par les Sociétés BSGR est un projet préliminaire, rédigé en anglais pour un usage interne au sein de DLA Piper avant transmission de la version finale au client.</p> <p><b>Comme indiqué au paragraphe 564 du Contre-Mémoire, la Guinée somme les Sociétés BSGR d'expliquer les circonstances dans lesquelles elles ont obtenu la copie de ce document.</b></p>
Réponse de la partie opposée	<p>Respondent seeks protection against the publication of Exhibit C-0240 under French law. This must be rejected.</p> <p>First of all, the report is not signed, nor does it mention its authors. The report is not even printed on the letterhead of DLA Piper France. It is therefore impossible to establish that the report would be governed by and protected under French law.</p> <p>Second, even if for the sake of argument French law were to apply, it has not been established that the report would be protected under the attorney-client privilege. As the report does not identify the authors thereof and is not printed on DLA Piper's letterhead, it is not possible to establish that the privilege applies.</p> <p>Third, Respondent relies on an FBI recording of a conversation between M. Cilins and M. Touré. However, M. Cilins did not speak for or on behalf of BSGR and his statements cannot be attributed to BSGR. BSGR disputes the allegation that it paid to obtain the report and /or obtained the report by unlawful means.</p> <p>Finally, Respondent requests to redact paragraphs or parts of paragraphs that do not mention the report. Paragraph 209 does not mention the report, only footnote 199 does. In paragraph 258, the first phrase does not refer to the report. In para 259, only the first and fourth phrase refer to the report. Only para 262 refers to the report, not paras 263 and 264. If the Tribunal were to determine that the DLA Report is protected, only the Report itself and direct references to the Report should be redacted.</p>
<b><u>Décision / Decision</u></b>	<p>The Tribunal notes that Exhibit C-0240 is an attorney-client memorandum. The document is marked as "confidential" and states that it has been prepared by DLA Piper on the request of the Republic of Guinea. That the document is in draft form, its individual authors not identified, and the place where they carry out their activity not specified does not change the nature of the memorandum, which is an attorney-client document.</p> <p>The same is true of the circumstance that the document contains mainly an assessment of facts. That assessment is made by an</p>

attorney and is coupled with legal analysis regarding the Respondent's burden of proof in the context of corruption (p. 23 *et seq.*). Moreover, the privilege applying to attorney-client relationship is well-recognized in comparative law and arbitral practice, with the Respondent's reliance on French law only bearing no consequence.

Therefore, the Tribunal deems that Exhibit C-0240 shall be protected against publication, and that references to it in the Claimants' Reply shall be redacted as follows:

- Paragraph 209 in full. With reference to the last paragraph of the Claimants' response to the transparency objection, the Tribunal notes that if paragraph 209 does not expressly refer to the DLA Piper Report or to Exhibit C-0240, the submissions in this paragraph are supported by two exhibits, C-0135 and C-0240 (the Tribunal notes in this respect that the reference to Exhibit C-0231 seems incorrect), referred to under a single footnote 199. Since Exhibit C-0240 supports the entire paragraph, the Tribunal considers that the entire paragraph shall be redacted.
- Footnote 199, partially, as follows: "*DLA Report (Exhibit C-0231), page 28: "Evidence concerning the arrangement of Mamady Touré's commission... Samuel Mebiane [sic] allowed Minister Fofana to consult these documents... Mebiane [sic] stated that he had received them from Mamady Touré."*
- Paragraph 258, second sentence.
- Paragraph 259, first four sentences (until *...bad-faith*"<sup>245</sup>). The Tribunal notes that if the DLA Piper Report is only expressly referred to in the first and fourth sentence as contended by the Claimants, the second and third sentence constitute, respectively, a re-wording of the first sentence ("*in other words*") and an introduction to the fourth sentence. The Tribunal further notes that all first four sentences are only supported by one footnote, 245.
- Footnote 245.
- Paragraphs 262-264. The Tribunal notes that if only paragraph 262 contains an express reference to the DLA Piper Report, the submissions in paragraphs 263 and 264 are the immediate continuation of those in paragraph 262. The Tribunal further notes in that respect that paragraphs 263 and 264 do not contain any references in footnotes; it can be inferred, therefore, that the submissions in paragraphs 263 and 264 are also based on the contents of Exhibit C-0240. This is confirmed by the metonymic references to "DLA Piper" in lieu of "DLA Piper Report."
- Annex 2, 5<sup>th</sup> point, page 15; and 2<sup>nd</sup> point, page 17.

Le Tribunal note que la pièce C-0240 est un mémorandum d'avocat à client. Le document est marqué comme confidentiel et indique qu'il a été préparé par DLA Piper à la demande de la République de Guinée. Qu'il s'agisse d'un document à l'état de projet, que les auteurs ne soient pas identifiés nommément et que le lieu d'exercice de leur profession ne soit pas spécifié ne modifie pas la nature du document en tant que note d'un avocat à son client.

Il en va de même du fait que le document contient surtout une évaluation de faits. Cette évaluation est faite par un avocat et associée à une analyse juridique. Le Tribunal note à cet égard que le document contient bien une analyse juridique concernant la charge de la preuve pesant sur la Défenderesse en matière de corruption (p. 23 *et seq.*). De plus, le secret professionnel couvrant la relation avocat-client est reconnu par le droit comparé et la pratique arbitrale, de telle sorte que l'invocation du seul droit



français par la Défenderesse est sans incidence.

En conséquence, le Tribunal considère que la pièce C-0240 doit être protégée contre la publication, et que les références qui y sont faites dans la Réplique des Demanderesses devront être caviardées comme suit :

- Paragraphe 209. Le Tribunal se réfère au dernier paragraphe de la réponse des Demanderesses à l'objection à la transparence, et considère que si le paragraphe 209 ne fait pas expressément référence au *DLA Piper Report* ou à la pièce C-0240, les soumissions faites dans ce paragraphe sont étayées par deux pièces, C-0135 et C-0240 (le Tribunal note à ce titre que la référence à la pièce C-0231 semble être incorrecte), auxquelles il est fait référence dans une seule note de bas de page, la note 199. Dans la mesure où la pièce C-0240 étaye le paragraphe entier, le Tribunal considère que le paragraphe entier doit être caviardé.
- Note de bas de page 199, partiellement, comme suit : « *DLA Report (Exhibit C-0231), page 28: "Evidence concerning the arrangement of Mamady Touré's commission... Samuel Mebiane [sic] allowed Minister Fofana to consult these documents... Mebiane [sic] stated that he had received them from Mamady Touré. »*
- Paragraphe 258, deuxième phrase.
- Paragraphe 259, quatre premières phrases (jusqu'à ... *bad faith*<sup>245</sup>). Le Tribunal note que s'il n'est fait référence expresse au rapport DLA Piper que dans la première et la quatrième phrase, comme le soutiennent les Demanderesses, les deuxième et troisième phrases constituent, respectivement, une reformulation de la première (« *in other words* ») et une introduction à la quatrième. Le Tribunal note également que les quatre premières phrases ne sont étayées que par une seule note de bas de page, la note 245.
- Note de bas de page 245.
- Paragraphes 262-264. Le Tribunal note que si seul le paragraphe 262 contient une référence expresse au rapport DLA Piper, les soumissions aux paragraphes 263 et 264 sont la continuation immédiate de celles au paragraphe 262. Le Tribunal note également, à cet égard, que les paragraphes 263 et 264 ne contiennent aucune référence en note de bas de page ; il peut en être déduit, par conséquent, que les soumissions aux paragraphes 263 et 264 sont également basées sur le contenu de la pièce C-0240. Ceci est par ailleurs confirmé par les références métonymiques à « *DLA Piper* » au lieu de « *DLA Piper Report* ».
- Annexe 2, 5<sup>ème</sup> point, page 15 ; 2<sup>ème</sup> point, page 17.

République de Guinée	OBJECTION N° 2
Documents dont la protection est sollicitée	<p>Les documents suivants échangés de manière confidentielle entre la République de Guinée et des parties tierces à la procédure:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>C-0161:</b> Lettre de Rio Tinto au Premier Ministre en date du 16 mai 2005</li><li>• <b>C-0163:</b> Lettre de Rio Tinto au Premier Ministre en date du 29 avril 2005</li><li>• <b>C-0164:</b> Lettre du Ministre des Mines à Rio Tinto en réponse à la lettre du 16 mai 2005</li><li>• <b>C-0165:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 12 mai 2006</li><li>• <b>C-0171:</b> Lettre de Rio Tinto à Sam Soumah en date du 11 juin 2008</li><li>• <b>C-0172:</b> Lettre de International Finance Corporation à Sam Soumah du 13 juin 2008</li><li>• <b>C-0173:</b> Lettre du conseil de Rio Tinto Herbert Smith à Sam Soumah du 25 juillet 2008</li><li>• <b>C-0181:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 30 septembre 2008</li><li>• <b>C-0182:</b> Lettre du Ministre des Mines à Rio Tinto en date du 14 octobre 2008</li><li>• <b>C-0183:</b> Note sur le dossier Simfer/Rio Tinto par la République de Guinée</li><li>• <b>C-0184:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 29 octobre 2008</li><li>• <b>C-0185:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 4 novembre 2008</li><li>• <b>C-0186:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 10 novembre 2008</li><li>• <b>C-0188:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre Nabé du 11 décembre 2008</li><li>• <b>C-0189:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre des Mines en date du 3 décembre 2008</li><li>• <b>C-0199:</b> Lettre de Rio Tinto au Président Camara en date du 22 janvier 2009</li><li>• <b>C-0200:</b> Lettre de Rio Tinto au Ministre Thiam en date du 6 mars 2009</li><li>• <b>C-0301:</b> DLC1/59: Lettre de Sable au Ministre des Mines en date du 7 août 2010</li></ul> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans le Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017, soit les paragraphes 15, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 13 incluse) ; 19 (note de bas de page 17 incluse) ; 20 (note de bas de page 18 incluse) ; 21 (note de bas de page 19 incluse) ; 22 (note de bas de page 20 incluse) ; 24, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> phrases, et citation (note de bas de page 22 incluse) ; 36 (note de bas de page 30 incluse) ; 37 (note de bas de page 31 incluse) ; 46 (note de bas de page 40 incluse) ; 66 et citation (note de bas de page 60 incluse) ; 67 et citation (note de bas de page 61 incluse) ; 68 et citation (note de bas de page 62 incluse) ; 70 (note de bas de page 68 incluse) ; 71 (ainsi que la référence à la pièce C-0183 dans la note de bas de page 69) ; 72 (note de bas de page 70 incluse) ; 73 et citation (note de bas de page 71 incluse) ; 75 (note de bas de page 73 incluse) ; 78, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 77 incluse) ; 79 et citation (note de bas de page 79 incluse) et 112 (note de bas de page 105 incluse).</p> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans la déclaration de témoin de Monsieur Dag Cramer (CWS-13) à savoir le paragraphe 12</p>

	b) et la référence à la pièce C-0301 dans la note de bas de page 5.
Fondement juridique de la protection	L'Article 7(2)(c) du Règlement CNUDCI sur la transparence qui exclut de la mise à la disposition du public les informations protégées contre la divulgation en vertu de toute loi ou règlement, et l'article 12 de la Constitution de la Guinée selon lequel « <i>le secret de la correspondance et de la communication est inviolable</i> ».
Commentaires	Ces documents sont des correspondances confidentielles échangées entre la République de Guinée et une partie tierce à la présente procédure dont la publication n'est pas opportune sans l'accord de cette partie.  Les Sociétés BSGR n'ont pas émis d'objections à la protection de cette même catégorie de documents lors des soumissions précédentes (cf. Décision du Tribunal du 4 octobre 2016, section 3(i)(d)).
Réponse de la partie opposée	<p><u>First</u>, the Government of Guinea publishes all of its mining deals on its website, including those with Rio Tinto. The Base Convention concluded between the Government of Guinea and Rio Tinto on 26 November 2002 is public and available on the government website at <a href="https://assets.documentcloud.org/documents/524905/simfer-convention-de-base.pdf">https://assets.documentcloud.org/documents/524905/simfer-convention-de-base.pdf</a> (Attachment 1); the settlement agreement between Rio Tinto and the Government dated 22 April 2011 is available on the government website at <a href="https://assets.documentcloud.org/documents/524903/simfer-accord-transactionnel.pdf">https://assets.documentcloud.org/documents/524903/simfer-accord-transactionnel.pdf</a> (Attachment 2); the annexes to the settlement agreement, establishing for example Rio Tinto's tax benefits and investment incentives, are available on the government website at <a href="https://assets.documentcloud.org/documents/524904/simfer-accord-transactionnel-annexes.pdf">https://assets.documentcloud.org/documents/524904/simfer-accord-transactionnel-annexes.pdf</a> (Attachment 3) and the report of the Mining Review Committee on Rio Tinto's mining rights dated 23 May 2014 is available on the website of the government at <a href="https://www.documentcloud.org/documents/1239501-rapport-ctrctm-simfer.html">https://www.documentcloud.org/documents/1239501-rapport-ctrctm-simfer.html</a> (Attachment 4). It is further worth noting that the last document is marked "confidential". The fact that the Government publishes a document on its website that is marked "confidential" illustrates how flexibly it regards this concept if and when it suits her or, as in this case, it does not suit her. If the mining deals between Rio Tinto and the Government are public, there is no reason why the earlier correspondence between the Government and Rio Tinto resulting in these deals – such as the Exhibits identified above - would be confidential.</p> <p><u>Second</u>, Guinea relies on Article 7(2)(c) of the UNCITRAL Rules on Transparency and Article 12 of the Guinean constitution (Attachment 5). Guinea has provided no explanation of how Article 12 of the Guinean Constitution operates or the reasons it would apply in this situation.</p> <p>BSGR has obtained an opinion on Guinean law from a reputable Guinean law firm which clarifies the scope of Article 12 of the Guinean Constitution (Attachment 6). Article 12 comes under Title II of the Guinean Constitution which covers freedoms, duties and fundamental rights ("<i>Des libertés, devoirs et droits</i>") Article 12 consists of two paragraphs. The first paragraph protects a person's home ("<i>The domicile is inviolable. It may be infringed only in the case of grave and imminent peril, to evade a common</i></p>

	<p><i>danger or to protect the life of the persons</i>"). The second paragraph protects a person's privacy. It provides that "<i>the confidentiality of correspondence and communication is inviolable. Everyone has the right to protection of his private life</i>". The Guinean law opinion confirms that the protected communication and correspondence referred to in Article 12 is limited to the private life of a person only. This does not extend to professional or public documents such as the documents above. There is absolutely no basis for Guinea to purport that these documents are protected by Article 12 of the Guinean Constitution, which provides for protection akin to privacy as a fundamental human right. Article 12 is based on Article 12 of the Universal Declaration of Human Rights that provides that "<i>no one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to attacks upon his honour and reputation. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks</i>" (Attachment 7). If this were to be applied to all professional and public documents, it is a complete juxtaposition to the Transparency Rules as no professional or public documents can be made public. Therefore, even if Article 12 were to protect professional and public documents, the principle of transparency should justify these documents being made public.</p> <p><u>Third</u>, Guinea has committed to transparency in its mining industry through the Initiative for Transparency in Extractive Industries ("<b>ITIE</b>") which has the following objectives: (i) to ensure the transparency of payments and revenues generated by extractive industries; (ii) make this information accessible to civil society and the general public and; (iii) to promote the proper use of this wealth so that it contributes to economic growth, sustainable development and poverty reduction. In fact, the Prime Minister of Guinea and the Minister of Mines are members of the ITIE Control Committee (see <a href="http://www.itie-guinee.org/">http://www.itie-guinee.org/</a>) (Attachment 8). Therefore, in addition to the Transparency Rules, transparency in the mining industry is an official objective of the Guinean government and this certainly justifies the publication of the documents.</p>
<p><b><u>Decision / Décision</u></b></p>	<p>Given its place in Title II of the Guinean Constitution accounting for freedoms, duties and fundamental rights, the Tribunal agrees with the Claimants that Article 12 is in principle only applicable to private individuals—thus, excluding public entities and public documents. Further, the legal opinion submitted by the Claimants interpreting Article 12 (Attachment 6) indicates that corporations and professional or commercial correspondence fall outside the scope of the protection offered by such provision. While the Tribunal makes no firm determination on the interpretation of Article 12 of the Guinean Constitution in the present context, it holds that, for purposes of the application of the Transparency Rules, the existence of an exception to the transparency regime is not established.</p> <p>With this in mind, the Tribunal notes that all of the disputed exhibits (aside from Exhibit C-0183) are letters directed to or authored by a corporation and/or pertaining to a professional or commercial activity. As for Exhibit C-0183, the Tribunal notes it is not a “communication” or a “correspondence”. It is a report drawn up by a public entity (i.e., the Ministry of Mines and Geology) not directed to a private party. In this context, the Tribunal also notes that Guinea has committed to transparency in its</p>

mining industry through the EITI.

Lastly, as recorded in ICSID's letter of 4 October 2016, the Tribunal indeed accorded protection to similar documents (Section 3(i)(d)). However, it did so because, at the time, the Claimants raised no objection to the Respondent's request. Nevertheless, granting protection to documents which are part of a certain category (here letters exchanged between public authorities and third private parties) does not mean that other documents within the same or a similar category must also be protected. Protection may well depend on the content of the documents or surrounding circumstances.

By consequence, the Tribunal determines that none of the exhibits in dispute are covered by Article 7(2)(c) of the UNCITRAL Transparency Rules.

Compte tenu de sa situation dans le Titre II de la Constitution guinéenne traitant des libertés, devoirs et droits fondamentaux, le Tribunal est d'accord avec les Demanderesses que l'article 12 est en principe applicable aux seules personnes privées, à l'exclusion des entités et documents publics. De plus, la consultation juridique soumise par les Demanderesses interprétant l'article 12 (pièce jointe 6) indique que les sociétés et les communications professionnelles ou commerciales n'entrent pas dans le champ des protections offertes par cette disposition. Sans se prononcer sur l'interprétation de l'article 12 de la Constitution guinéenne dans le présent contexte, le Tribunal est d'avis que, pour les besoins de l'application du Règlement sur la transparence, l'existence d'une exception au régime de transparence n'est pas établie.

Ces précisions étant faites, le Tribunal note que toutes les pièces litigieuses (à l'exception de la pièce C-0183) sont des lettres adressées à ou rédigées par une société, et/ou ayant trait à une activité professionnelle ou commerciale. En ce qui concerne la pièce C-0183, le Tribunal note qu'il ne s'agit pas d'une « communication » ou « correspondance ». Il s'agit d'un rapport établi par une entité publique (le Ministère des Mines et de la Géologie) qui n'était pas adressé à une personne privée. Dans ce contexte, le Tribunal note aussi que la Guinée s'est engagée à promouvoir la transparence dans son industrie minière au travers de l'ITIE.

Enfin, comme il ressort du courrier du CIRDI en date du 4 octobre 2016, le Tribunal a en effet accordé protection à des documents similaires (section 3(i)(d)). Cependant, il l'a fait parce qu'à l'époque, les Demanderesses n'avaient soulevé aucune objection aux demandes de la Défenderesse. Cela étant, accorder protection à des documents faisant partie d'une certaine catégorie (en l'occurrence des lettres échangées entre des entités publiques et des tierces parties privées) ne signifie pas que d'autres documents appartenant à la même catégorie ou à une catégorie similaire doivent également être protégés. Une telle protection dépendra souvent du contenu des documents en question, ou d'autres circonstances.

Par conséquent, le Tribunal décide qu'aucune des pièces litigieuses n'est couverte par l'article 7(2)(c) du Règlement sur la transparence de la CNDUCI.

République de Guinée	OBJECTION N° 3
Documents dont la protection est sollicitée	<p>Les documents suivants, établis dans le cadre des procédures pénales en Guinée, à savoir les pièces:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>C-0342</b>: Procès-verbal d'interrogatoire de Monsieur Issiaga Bangoura</li> <li>• <b>C-0350</b>: Procès-verbal d'interrogatoire de Mamadie Touré</li> </ul> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans le Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017, à savoir les paragraphes 344 (ix) (note de bas de page 342 incluse).</p> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans la déclaration de témoin de Monsieur Joseph Tchelet (CWS-11) au paragraphe 35(iii) (note de bas de page 40 incluse).</p>
Fondement juridique de la protection	<p>L'Article 7(2)(c) du Règlement CNUDCI sur la transparence qui exclut de la mise à la disposition du public les informations protégées contre la divulgation en vertu de toute loi ou règlement et l'article 10 du Code de procédure pénale guinéen qui prévoit le secret des instructions en cours, en ce compris les procès-verbaux d'interrogatoires de témoins.</p>
Commentaires	<p>La République de Guinée demande que soit appliquée, <i>mutatis mutandis</i>, la décision du Tribunal arbitral dans l'Ordonnance de Procédure n° 4 (section B.6.(a)) reconnaissant la nécessité de protéger les documents émanant des procédures pénales instruites en Guinée.</p>
Réponse de la partie opposée	<p>It is a consequence of Guinea's own writings that the confidentiality of criminal investigations only applies to <i>pending</i> investigations ("<i>instructions en cours</i>"). However, the Guinean authorities have recently written to the Swiss prosecutor Mascotto that the investigation against Mr Bangoura and Mr Ibrahim Sory Touré has been concluded and that no further acts of investigation will be made (Attachment 9, Minutes of the hearing in the Swiss criminal proceedings dated 26 January 2017, "<i>Le Procureur indique aux prévenus qu'il a reçu hier un courrier de la République de Guinée par lequel le Juge d'instruction Ousmane COUMBASSA l'informe de l'information judiciaire qu'il conduit en Guinée contre. M. Ibrahima Sory TOURE et Issiaga BANGOURA arrive à son terme, et qu'il s'apprête à clore son dossier, ce qui met un terme à l'entraide judiciaire qu'il a sollicitée</i></p>

	<p><i>de la Suisse.</i>"). Therefore, the Guinean law imposing confidentiality no longer applies.</p>
<p><b><u>Decision / Décision</u></b></p>	<p>The Tribunal notes that Article 10 of the Guinean Code of Criminal Procedure provides for secrecy of ongoing or pending investigations. The same standard was already referred to in Section B.6.(a) of Procedural Order No. 4.</p> <p>While, according to the Swiss prosecutor's reference to a letter from the Guinean authorities, it appeared in January 2017 that the Guinean investigation was about to be closed, there is no evidence that it indeed was closed. Thus, at this stage at least, the Tribunal considers that Exhibits C-0342 and C-0350 continue to be documents pertaining to a still pending criminal investigation in Guinea. Accordingly, the Tribunal decides that these exhibits shall be protected against publication and that paragraph 344 and note 342 of the Claimant's Reply shall be redacted. Likewise, paragraph 35(iii) and footnote 40 of Mr. Tchelet's WS shall be redacted.</p> <hr/> <p>Le Tribunal note que l'article 10 du Code guinéen de procédure pénale prévoit le secret des instructions en cours, principe qui a déjà été cité à la section B.6(a) de l'Ordonnance de procédure no. 4.</p> <p>S'il apparaît, selon la référence faite par le procureur suisse à une lettre des autorités guinéennes, il apparaît en janvier 2017 que l'enquête guinéenne était alors sur le point d'être close, il n'y a pas de preuve qu'elle l'ait effectivement été. Ainsi, à ce stade à tout le moins, le Tribunal considère que les pièces C-0342 et C-0350 continuent d'être des documents relatifs à une enquête pénale en cours en Guinée. En conséquence, le Tribunal décide que ces pièces doivent être protégées contre la publication et que le paragraphe 344 et la note 342 de la Réplique des Demanderesses devront être caviardés. De la même manière, le paragraphe 35(iii) et la note 40 de l'attestation de témoin de M. Tchelet seront caviardés.</p>

République de Guinée	OBJECTION N° 4
Documents dont la protection est sollicitée	<p>Les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>C-0299:</b> DLC1/57: Extrait d'un email de Alpha M. Conde à Andrew Groves et une autre personne [PROTEGE]<sup>1</sup>, avec copie à Bouba Sampil ayant pour objet "Manganese" du 5 août 2010</li><li>• <b>C-0300:</b> DLC1/58: DLC1/58: Email et chaîne d'emails de Alpha M. Condé à une autre personne [PROTEGE], avec copie à Bouba Sampil, ayant pour objet: "Fwd: Letter" du 7 août 2010</li><li>• <b>C-0302:</b> DLC1/60: Email de Alpha M. Condé à Heine van Neikerk, avec copie à Bouba Sampil, ayant pour objet "Bank Detail and Letter update" du 8 août 2010</li><li>• <b>C-0303:</b> DLC/61: Email de Andrew Groves à Heine van Neikerk du 18 août 2010</li><li>• <b>C-0304:</b> DLC/62: Courriels de Boupa Sampil à des individus [PROTEGE] ayant pour objet "Copy passport" du 24 août 2010</li><li>• <b>C-0305:</b> DLC/63: Echange de courriels entre "a 2 z travel" et des individus [PROTEGE] et à Andrew Groves ayant pour objet "Re: need help" du 1 septembre 2010</li><li>• <b>C-0306:</b> DLC/64: Echange de courriels entre "a 2 z travel" et des individus [PROTEGE] ayant pour objet "Electronic ticket receipt" du 1 septembre 2010</li><li>• <b>C-0307:</b> DLC1/65: Email de Segran Govender à Alpha M. Condé avec copie à des individus [PROTEGE] ayant pour objet "Helicopter Requirement: Guinea Election Campaign"</li><li>• <b>C-0308:</b> DLC1/66: Email de Alpha M. Condé à des individus [PROTEGE] ayant pour objet "Guinee Helicopter"</li></ul> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans la déclaration de témoin de Monsieur Dag Cramer (CWS-13), à savoir le paragraphe 12 b) et les références aux pièces visées ci-dessus dans les notes de bas de page 5 et 6.</p>
Fondement juridique de la protection	L'Article 7(2)(c) du Règlement CNUDCI sur la transparence qui exclut de la mise à la disposition du public les informations protégées contre la divulgation en vertu de toute loi ou règlement, et l'article 12 de la Constitution de la Guinée selon lequel « <i>le secret de la correspondance et de la communication est inviolable</i> ».

<sup>1</sup> Ces informations sont caviardées dans la version versée aux débats par les Sociétés BSGR.



Commentaires	<p>Ces documents sont des correspondances personnelles et confidentielles échangées entre des parties tierces à l'arbitrage. De plus, certains de ces documents contiennent des informations bancaires personnelles. La publication de ces documents n'est pas opportune sans l'accord de ces parties.</p> <p>Ces documents devraient bénéficier de la même protection que celle accordée aux échanges entre la République de Guinée et Rio Tinto (cf. Décision du Tribunal du 4 octobre 2016, section 3(i)(d)), dès lors qu'ils concernent des parties tierces à l'arbitrage.</p>
Réponse de la partie opposée	<p><u>First</u> and as established above in relation to Objection No. 2, the confidentiality of correspondence only applies to correspondence of a private and private nature. The exhibits that Guinea seeks to protect do not fall into that category. Exhibits C-0299 to C-0303 all relate to the award of mining licences to Sable Mining. Exhibits C-304 to 308 relate President Condé's 2010 presidential election campaign.</p> <p><u>Second</u>, Guinea argues that the documents would concern correspondence between third parties. However, each one of these documents involves Alpha Mohammed Condé, the son of and special advisor to President Condé (see Attachment 10). Further, the US criminal proceedings against Och-Ziff and Mr Mebiame (referred to in BSGR's Reply) have established that Mohammed Alpha Condé was the intermediary that was used to engage in corrupt dealings with President Condé himself. In recent weeks, additional evidence has been revealed in proceedings initiated by the US Securities and Exchange Commission ("<b>SEC</b>") confirming this corrupt scheme. Most significantly, on 26 January 2017, the SEC initiated proceedings before the United States District Court Eastern District of New York against Mr Michael L. Cohen and Mr Vanja Baros for violating the US Foreign Corrupt Practices Act ("<b>FCPA</b>") (see Attachment 11). Mr Cohen and Mr Baros carried out their scheme while the two worked as senior managers for Och-Ziff.</p> <p>Both men are accused of directing, causing and arranging for Och-Ziff to pay tens of millions of dollars in bribes to African, including Guinean, government officials in violation of the FCPA. The SEC's complaint stipulates in no uncertain terms that "<i>beginning in 2007 and continuing through at least August 2012, Cohen and Baros executed a sprawling scheme involving several corrupt transactions and bribes paid to high-ranking government officials in African countries including the state of Libya and the Republics of Chad, Nigeria and Guinea and the Democratic Republic of Congo</i>".<sup>2</sup></p> <p>In particular, in relation to Guinea, the complaint provides that:<sup>3</sup></p> <p>a. "<i>In a sixth corrupt transaction, in or about 2010 and 2011, and continuing to at least April 2012, Cohen and Baros arranged for African Global Capital II ("AGC II"), a second Africa-focused fund formed by Och-Ziff, to purchase shares in a London-based oil exploration company. Through the efforts of Cohen and Baros, Och-Ziff caused AGC II</i></p>

<sup>2</sup> Securities and Exchange Commission v. Michael Cohen and Vanja Baros, Complaint dated 26 January 2017.

<sup>3</sup> *Ibid.*, paras. 6, 160-161, 164, 165.

to purchase the shares from a South African business partner in order to provide him with capital to use for other purposes, including the payment of bribes. With the proceeds from the AGC II purchase, the South African business partner paid more than \$25 million to an account under the control of the government of Guinea and \$1 million to Agent 2, who then used a portion of those funds to bribe high-ranking government officials in Guinea. Cohen and Baros knew, held the firm belief, or operated under circumstances that made it substantially certain, that the South African business partner would use proceeds from the purchase by AGC to bribe high-ranking government officials related to the acquisition of assets on behalf of Och-Ziff”;

- b. "The lead-up to the April 2011 transaction began in or about 2010. Cohen, Baros and other Och-Ziff officials and executives had become aware that South African Business Associate 3 had a strong relationship with a high-ranking government official in the Republic of Guinea and his family, and that such contacts provided access to potential mining deals in that country. The primary source of the contacts was Agent 2, the Gabonese consultant who had worked with AGC I on the Chad and Niger transactions in 2007-08, who was under contract with AGC, and who had worked directly with South African Business Associate 3. Communications involving Baros and others at AML with Agent 2 noted that “the [senior Guinean government official] has instructed [mining company] to deal only with me as a first proposal, exclusivity... iF YOU ARE INTERESTED AND ABLE TO FULLFILL (sic) their request I can organize ASAP a meeting for you with the representative and the [senior Guinean government official’s] son in Paris this week...” Agent 2 also told Baros that he had “access to Guinee Mining and Energy [sic] classified informations” through his contact with the Guinean government official and his family. Agent 2 also told AML representatives and Baros that he was traveling to the United States with the senior Guinean government official”;
- c. "South African Business Associate 3 sought assistance from Och-Ziff, including Cohen and Baros, to create a means for South African Business Associate 3 and Och-Ziff to benefit financially from future Guinean government actions. Their far-flung plan involved helping Guinean government officials to revise the country’s mining code, create a state-owned mining company in Guinea, and seize assets from other companies to put into the state entity. Once those items were accomplished, South African Business Associate 3 and Och-Ziff were lined up to benefit financially through the London Mining Company’s relationship with the state-owned mining company in Guinea”;
- d. "In response, Cohen, Baros and South African Business Associates 2 and 3 devised a new scheme that would result in AGC II overpaying South African Business Associate 3 by \$52 million for London Mining Company shares he controlled, by inserting a third party between AGC II and the Mining Company. In describing the transaction, Baros stated “[T]here was to be at least GBP 1/share difference to leave [the South African Business Associate 3] with \$50m for Guinea.” The “50m” referred to by Baros was the difference between what South African Business Associate 3 would pay for shares in the London Mining Company to SA Business Conglomerate, and what AGC II would pay to South African Business Associate for a subset of those shares”;

e. *"In the revised transaction, South African Business Associate 3 used his offshore investment company (the Turks & Caicos Entity that had received an \$87 million loan from Och-Ziff in April 2007) to enter into an agreement with SA Business Conglomerate to purchase 31.5 million shares in the London Mining Company for \$25 million. He then agreed to immediately resell 18.5 million shares in that same company to AGC II for \$77 million. The transactions were virtually simultaneous, with South African Business Associate 3 using the \$77 million paid by AGC II to pay SA Business Conglomerate \$25 million for the initial 31.5 million shares. The \$77 million purchase price represented at least a \$52 million mark-up to AGC II. With the \$52 million windfall, South African Business Associate 3 paid \$2.1 million to Och-Ziff to satisfy an outstanding loan relating to AGC I (in which the UK Investor had no interest), \$25 million to the government of Guinea to try to obtain valuable mining investments in the country, \$1 million to Agent 2, and the remainder to personally benefit South African Business Associate 3 and his business partners, South African Business Associates 1 and 2."*

The references to the "high-ranking government official in the Republic of Guinea and his family" and "the senior Guinean government official's son" in the SEC's complaint are references to President Alpha Condé and his son Mohammed Alpha Condé. Contrary to Guinea's allegation, Mr Mohammed Alpha Condé is thus not simply a third party.

Third, Exhibits C-0299 to C-0303 all relate to the award of mining licences to Sable Mining. As Guinea claims to publish all its mining deals on its government website, there is no reason not to disclose these documents. This is all the more true taking into account, as already explained above in relation to Objection No. 2, that Guinea has committed to transparency in its mining industry through the Initiative for Transparency in Extractive Industries ("**ITIE**").

Four, only one document (C-302) contains the bank account details of Alpha Mohammed Condé. The other exhibits do not. In relation to document C-302, it suffices to redact the account number itself and the rest of the document can be made public.

Five, the documents are already in the public domain. The leading news portal Africa Mining Intelligence published an article "*The President's son and his mining industry pals*" dated 14 June 2016 and reported that "*beginning in 2010 the younger Condé served as a go-between on behalf of Aboubacar Sampil, half-brother of Alpha Condé and a director of the exploration concern Sable Mining and helped him to win mining licences. E-mail messages between the two confirm the son's hands in the awards*" (Attachment 12). Also Mr Aboubacar Sampil himself has already made public declarations in relation to his involvement in the award of mining rights to Sable Mining (see his interview with Africa Guinee dated 13 May 2016 – Attachment 13). What is more, according to his own public statements, Mr Sampil is a great believer and advocate of transparency, explaining in an interview with Guineenews that "*En tout cas sur le terrain, nous affinons nos méthodes de travail et nous ne transigeons pas sur les principes pour ce qui est de l'éthique, de la transparence... Toutes nos transactions sont légales et transparentes*" (Attachment 14). Guinea's request to protect the confidentiality of Mr Sampil's business dealings is thus entirely misplaced.

The truth of the matter is that the only reason why the Government of Guinea wants to protect these documents is that they reveal

	<p>President Condé's and his son's involvement in corrupt schemes to award mining licences in Guinea. It is this inconvenient truth that the Government wants to hide from the international community and the Guinean citizens. This is however not a valid ground under Article 7 of the UNCITRAL Transparency Rules.</p>
<p><b><u>Decision / Décision</u></b></p>	<p>As the exhibits in question are communications authored by individuals acting in their corporate capacity, and/or that appear to be of a professional or commercial nature, the Tribunal refers to its decision on Objection No. 2. Further, the Tribunal notes that, save for Exhibits C-0302 and C-0303, the disputed exhibits are already redacted. Thus, they already benefit from a level of protection.</p> <p>That being said, the Tribunal notes that Exhibits C-0302 and C-0305 indeed contain bank account details, in relation to which the Claimants do not oppose redaction.</p> <p>Accordingly, except for Exhibits C-0302 and C-0305, the remaining disputed exhibits shall not be protected. As to Exhibits C-0302 and C-0305, they shall be protected to the extent that bank account information is concerned. As such, within these two exhibits, all references to bank codes, agency codes, account numbers, RIB keys, IBANs, and BICs, shall be redacted.</p> <hr/> <p>Dans la mesure où les pièces en question sont des communications rédigées par des individus agissant dans le cadre de leurs activités commerciales, et/ou qui paraissent être de nature professionnelle ou commerciale, le Tribunal renvoie à sa décision concernant l'Objection no. 2. De plus, le Tribunal note qu'à l'exception des pièces C-0302 et C-0303, les pièces litigieuses sont déjà caviardées et bénéficient donc de toute manière d'une certaine protection.</p> <p>Ceci étant dit, le Tribunal note que les pièces C-0302 et C-0305 contiennent en effet des coordonnées de comptes bancaires, pour lesquelles les Demanderesses ne s'opposent pas au caviardage.</p> <p>Par conséquent, à l'exception des pièces C-0302 et C-0305, le reste des pièces en cause ne sera pas protégé. Les pièces C-0302 et C-0305 seront protégées en ce qui concerne les coordonnées de comptes bancaires. Ainsi, dans ces deux pièces, toutes les références aux codes banques, aux codes guichets, aux numéros de comptes, aux clés RIB, aux numéros IBAN et aux codes BIC seront caviardées.</p>

République de Guinée	OBJECTION N° 5
Documents dont la protection est sollicitée	<p>Les documents suivants, à savoir les pièces:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>C-0162:</b> Note de Monsieur Soriba Bangoura</li> <li>• <b>C-0166:</b> Lettre du CPDM au Ministre des Mines du 1 décembre 2005</li> <li>• <b>C-0167:</b> Mémo du CPDM du 29 décembre 2005</li> <li>• <b>C-0168:</b> Second mémo du CPDM du 29 décembre 2005</li> <li>• <b>C-0169:</b> Note sur les irrégularités de la Convention de Base conclue par Rio Tinto du 15 février 2008</li> <li>• <b>C-0170:</b> Voies d'Action du gouvernement guinéen pour la Correction du Décret n° 2006/008/PRG/SGG du 30 mars 2006</li> <li>• <b>C-0174:</b> Mémo No 005/CCETM/2008 du 20 août 2008</li> <li>• <b>C-0175:</b> Procès-verbal de réunion avec Rio Tinto relatif au décret du mois d'août 2008</li> <li>• <b>C-0177:</b> Compte rendu de réunion du Comité Technique du 1 septembre 2008</li> <li>• <b>C-0178:</b> Avis juridique du Comité Technique du 1 septembre 2008</li> <li>• <b>C-0179:</b> Lettre du Ministre Nabé au Premier Ministre du 10 novembre 2008</li> <li>• <b>C-0180:</b> Notes de réunion avec Rio Tinto du 17 septembre 2008</li> <li>• <b>C-0187:</b> Note du Comité Technique du 14 novembre 2008</li> </ul> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans le Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017, soit les paragraphes 15, 2<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 14 incluse) ; 17 (note de bas de page 15 incluse) ; 18 et citation (note de bas de page 16 incluse) ; 25 et citation (note de bas de page 23 incluse) ; 26 et citation (note de bas de page 24 incluse) ; 27 et citation (note de bas de page 25 incluse) ; 28 et citation (note de bas de page 26 incluse) ; 42 et citation (note de bas de page 36 incluse) ; 43 (note de bas de page 37 incluse) ; 51 (note de bas de page 44 incluse) ; 52 ; 53 (note de bas de page 45 incluse) ; 54 ; 59 et citation (note bas de page 52 et 53 incluses) ; 60 et citation (note de bas de page 54 incluse) ; 61 et citation ; 62 et citation (note de bas de page 56 incluse) ; 64, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 57) ; 76 (note de bas de page 74 incluse) ; ; 77, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 75 incluse) ; 104 (note de bas de page 101 incluse) ; 105 ; 360 (note de bas de page 381 incluse) ; et 361. .</p>
Fondement juridique de la protection	Les articles 7(2)(a) et 7(2)(c) du Règlement CNUDCI sur la transparence qui excluent de la mise à la disposition du public les informations commerciales confidentielles et les informations protégées contre la divulgation en vertu de toute loi ou règlement.
Commentaires	Ces documents sont des analyses juridiques ou des notes internes appartenant à la République de Guinée qui concernent les droits et obligations d'une partie tierce à l'arbitrage et comportent des informations commerciales confidentielles. La publication de ces documents et informations n'est pas opportune sans l'accord de cette partie tierce.

<p>Réponse de la partie opposée</p>	<p><u>First</u>, Guinea relies on Article 7(2)(a) of the UNCITRAL Transparency Rules. This article protects "<i>confidential business information</i>". Guinea has not established that these exhibits contain confidential business information. Further, these exhibits relate to the mining rights of Rio Tinto. As it has been established that Guinea has disclosed Rio Tinto's mining rights on its own website, Guinea has waived any confidentiality in these documents. Finally, even if some of these documents would contain confidential business information (which is denied), the proper course of action is to only redact the sensitive business information in accordance with Article 7(3)(b).</p> <p><u>Second</u>, Guinea relies on Article 7(2)(c) which protects documents that are protected under the law of the Respondent state. As BSGR has already established in relation to Objection No. 2 that the Guinean constitution does not protect correspondence of a commercial or business nature, these documents are not protected under Guinean law.</p> <p><u>Finally</u>, these documents were created more than 8 years ago under a different government with different ministers. Guinea has provided no explanation as to why these documents would still be confidential today, 9 years later.</p> <p>In the absence of any justified protection of the exhibits, there is no justification to protect and redact the paragraphs and/or the footnotes of the Reply.</p>
<p><b><u>Decision / Décision</u></b></p>	<p>The Tribunal first notes that the Respondent has not identified any confidential business information falling under Article 7(2)(a) of the UNCITRAL Transparency Rules. With respect to Article 7(2)(c), the Tribunal refers to its decision on Objection No. 2. In this regard, save for Exhibits C-0166 and C-0179, none of the remaining exhibits are "communications" or "correspondence" as such. They record facts, statements, or representations made in a professional setting, or constitute documents dealing with professional ventures and drawn up by public entities. As for Exhibits C-0166 and C-0179, they are communications between two public entities. Therefore, the Tribunal considers that all the exhibits fall outside the scope of Article 12 of the Guinean Constitution.</p> <p>Accordingly, none of the disputed exhibits shall be protected.</p> <p>Le Tribunal note en premier lieu que la Défenderesse n'a pas identifié d'informations commerciales confidentielles entrant dans le champ de l'article 7(2)(a) du Règlement sur la transparence de la CNUDCI. Concernant l'article 7(2)(c), le Tribunal renvoie à sa décision concernant l'Objection no. 2. A cet égard, à l'exception des pièces C-0166 et C-0179, aucune des autres pièces ne sont des « communications » ou des « correspondances » en tant que telles. Elles rapportent des faits, affirmations et déclarations faites dans un contexte professionnel ou constituent des documents traitant de projets professionnels et établis par des entités publiques. En ce qui concerne les pièces C-0166 et C-0179, il s'agit de communications entre deux entités publiques. Le Tribunal considère donc que toutes les pièces sont en dehors du champ de l'article 12 de la Constitution guinéenne.</p> <p>Par conséquent, aucune des pièces litigieuses ne sera exclue de la publication.</p>

République de Guinée	OBJECTION N° 6
Documents dont la protection est sollicitée	<p>Les références dans le Mémoire en Réplique du 10 janvier 2017 aux documents suivants, désignés confidentiels par l'Ordonnance de Procédure n° 4 et la Décision du Tribunal du 4 octobre 2016, à savoir les pièces:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>C-0006:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Ahmed Tidiane Souaré en date du 9 juillet 2015</li><li>• <b>C-0007:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Ahmed Tidiane Souaré en date du 2 mai 2014</li><li>• <b>C-0008:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Momo Sakho en date du 7 juillet 2015</li><li>• <b>C-0011:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Louceny Nabé en date du 8 mai 2014</li><li>• <b>C-0018:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Momo Sakho en date du 10 juin 2013</li><li>• <b>C-0019:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Cece Noramou en date du 7 juillet 2015</li><li>• <b>C-0020:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Aboubacar Koly Kourouma en date du 8 juillet 2015</li><li>• <b>C-0021:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Guillaume Curtis en date du 9 juillet 2015</li><li>• <b>C-0022:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Ibrahima Kalil Toure en date du 8 juillet 2013</li><li>• <b>C-0076:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Louceny Nabé en date du 9 juillet 2015</li><li>• <b>C-0077:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Cece Noramou en date du 12 juillet 2013</li><li>• <b>C-0078:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Aboubacar Koly Kourouma en date du 13 juin 2013</li><li>• <b>C-0079:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Jean-Marie Soumahoro Doré en date du 9 juillet 2015</li><li>• <b>C-0080:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Mamakou Sande en date du 2 juin 2014</li><li>• <b>C-0081:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Ahmed Kanté en date du 8 juillet 2015</li><li>• <b>C-0082:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Ibrahima Kalil Toure en date du 10 mai 2013</li><li>• <b>C-0105:</b> Consultation juridique du cabinet d'avocats Heenan Blaikie en date du 20 décembre 2011 préparée pour le Président de la République de Guinée</li><li>• <b>C-0160:</b> Procès-verbal d'audition de Monsieur Mamakou Sandé en date du 10 juillet 2015</li><li>• <b>R-151:</b> Lettre de M. Smith (Simfer/Rio Tinto) au Ministre Nabé (ministère des Mines) du 6 octobre 2008</li><li>• <b>R-228:</b> Lettre du SG Soumah à Simfer/Rio Tinto du 22 mai 2008</li><li>• <b>R-234:</b> Lettre du Ministre Nabé à Simfer/Rio Tinto en date du 19 septembre 2008</li><li>• <b>R-235:</b> Lettre du Ministre Nabé à Simfer/Rio Tinto en date du 28 octobre 2008</li><li>• <b>R-237:</b> Lettre du Ministre Nabé à Simfer/Rio Tinto en date du 28 novembre 2008</li><li>• <b>R-238:</b> Lettre du Ministre Nabé à Simfer/Rio Tinto en date du 9 décembre 2008</li><li>• <b>R-259:</b> Lettre du Ministre Thiam à Simfer/Rio Tinto en date du 28 mai 2009</li></ul> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans le Mémoire en Réplique, à savoir les paragraphes 40, 2<sup>ème</sup> phrase et citation (note de</p>

	<p>bas de page 35 incluse) ; 44 et citation (note de bas de page 38 incluse) ; 45 et citation (note de bas de page 39 incluse) ; 56, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> phrases avec citation (note de bas de page 48 incluse) ; 65, 1<sup>ère</sup> phrase (ainsi que la référence à la pièce R-234 dans la note de bas de page 59) ; 69 et citations (notes de bas de pages 63 à 67 incluses) ; 71 (ainsi que la référence à la pièce R-235 dans la note de bas de page 69) ; 78, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 78 incluse) ; 83, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 82 incluse) ; 102, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 99 incluse), 106 (note de bas de page 102 incluse) ; 108, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 103 incluse) ; 116 (iii) (note de bas de page 111 incluse) ; 133 et citation (note de bas de page 126 incluse) ; 145, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 136 incluse) ; 151 et citation (note de bas de page 139 incluse) ; 152 et citations (notes de bas de pages 140 à 142 incluses) ; 227 (ainsi que la référence à la pièce C-0078 dans la note de bas de page 215) ; 344 (i) à (viii) (notes de bas de pages 331 à 341 incluses) ; 346 (i), (ii), (iii), 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> citations et 346 (iv) à (xii) (notes de bas de pages 343 à 356 incluses, sauf 345) ; 347 (notes de bas de pages 357 à 364 incluses) ; 349 (notes de bas de pages 366 à 372 incluses) ; 355 (i), (v) et (vi) (ainsi que les références aux pièces C-0006 et C-0020 dans les notes de bas de pages 374, 379 et la note de bas de page 380) ; 362 (notes de bas de pages 382 à 385 incluses) ; 366 et citation (note de bas de page 386) ; 367 et citation (note de bas de page 387 incluse) ; 368 et citation (note de bas de page 388 incluse) ; 456, 4<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 484 incluse) ; 458, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 485 incluse) ; 461, 2<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 486 incluse) et 480, 2<sup>ème</sup> phrase (notes de bas de pages 502 et 503 incluses).</p> <p>Ainsi que les références à ces pièces dans l'Annexe 1 du Mémoire en Réplique, à savoir le paragraphe 98, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases et citation (note de bas de page 647 incluse) ; et dans l'Annexe 2, le 2<sup>ème</sup> point, page 6.</p> <p>Ainsi que les références dans la déclaration de témoin de Mark Struik (CWS-12), paragraphe 35, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 21 incluse).</p>
Fondement juridique de la protection	L'Ordonnance de Procédure n° 4 et la Décision du Tribunal du 4 octobre 2016, ayant déjà accordé la protection de ces documents.
Commentaires	
Réponse de la partie opposée	<p>With regard to Exhibits C-0007, C-0011, C-0018, C-0022, C-0077, C-0078, C-0080 and C-0157, this Tribunal ruled in Procedural Order No. 4 dated 25 November 2015 that these documents were protected on the basis of the confidentiality of on-going criminal investigations under Article 10 of the Guinean Criminal Code. This was correct at the time. However today and as established in relation to Objection No. 2, the Guinean investigations have been concluded. Article 10 does therefore not come into play anymore and the protection of these documents must accordingly be lifted. References to these exhibits in the body of the Reply or in the footnotes or Annexes of the Reply must not be redacted.</p> <p>With regard to Exhibits C-0006, C-0008, C-0019, C-0020, C-0021, C-0076, C-0079, C-0081 and C-0082, BSGR accepts that</p>



	<p>these protected by confidentiality in accordance with the Tribunal's ruling in PO4. These documents are part of the Swiss criminal proceedings that are on-going.</p> <p>In relation to Exhibits R-151, R-228, R-234, R-235, R-237, R-238 and R-259, BSGR objects to these documents remaining confidential. The fact that BSGR did not raise an objection prior to this is irrelevant. The only grounds for protecting documents are set out in Article 7 of the UNCITRAL Transparency Rules. Guinea has not established that in relation to these documents, the conditions in Article 7 are met. Article 7(2)(a) protects "<i>confidential business information</i>". Guinea has not established that these exhibits contain confidential business information. In any event, these exhibits relate to the mining rights of Rio Tinto. As it has been established that Guinea has disclosed Rio Tinto's mining rights on its own website, Guinea has waived any confidentiality in these documents. Article 7(2)(c) protects documents that are protected under the law of the Respondent state. As BSGR has already established in relation to Objection No. 2 that the Guinean constitution does not protect correspondence of a commercial or business nature, these documents are not protected under Guinean law. Finally, these documents were created more than 8 years ago under a different government with different ministers. Guinea has provided no explanation as to why these documents would still be confidential today, 9 years later. On the same grounds, references to these exhibits in the body of the Reply or in the footnotes or Annexes of the Reply must not be redacted.</p>
<p><b><u>Decision / Décision</u></b></p>	<p>Regarding Exhibits C-0007, C-0011, C-0018, C-0022, C-0077, C-0078, C-0080, and C-0157, the Tribunal first notes that Exhibit C-0157 is not within the scope of the Respondent's request. Therefore, the Tribunal makes no decision in respect of C-0157. As for the remaining exhibits of this group, the Tribunal refers to its decision on Objection No. 3. Accordingly, these exhibits shall be protected and references to them redacted as indicated below.</p> <p>Further, the Tribunal takes note of the Claimants' agreement that Exhibits C-0006, C-0008, C-0019, C-0020, C-0021, C-0076, C-0079, C-0081 and C-0082 be protected. As a result, the references to these exhibits shall be redacted as indicated below.</p> <p>With respect to Exhibits R-151, R-228, R-234, R-235, R-237, R-238 and R-259, the Tribunal notes that, since there was no objection to the request for protection, it did not assess whether an exception to transparency was justified. It further notes that a Party should not be deemed to have waived the right to transparency in respect of a given document for the entire proceedings on the ground that it did not object to a previous request for protection concerning that same document. It is thus incumbent on the Tribunal to review at this juncture whether an exception to transparency is warranted. Doing so, it agrees with the Claimants that the Respondent has not shown that Exhibits R-151, R-228, R-234, R-235, R-237, R-238 and R-259 contain "confidential business information" pursuant to Article 7(2)(a) of the UNCITRAL Transparency Rules. With respect to Article 7(2)(c) and referring to its decision on Objection No. 2, the Tribunal observes that the exhibits in question are communications authored by individuals acting in their corporate capacity, and/or documents that appear to be of a professional or commercial nature. Therefore, they do not meet the test for protection under Article 7(2)(c).</p> <p>Finally, the Tribunal notes that the Claimants do not object to the Respondent's request regarding Exhibits C-0105 and C-0160.</p>

Accordingly, said exhibits shall be protected against publication and the references thereto shall be redacted as indicated below.

**Redactions:**

Claimants' Reply

- para. 40, 2<sup>nd</sup> sentence and quote (including footnote 35);
- para. 56, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> sentences and quote (including footnote 48);
- para. 102, 3<sup>rd</sup> sentence (including footnote 99);
- para. 106 (including footnote 102) ;
- para. 133 and quote (including footnote 126) ;
- para. 145, 3<sup>rd</sup> sentence (including footnote 136) ;
- para. 151 and quote (including footnote 139) ;
- para. 152 and quotes (including footnotes 140 to 142) ;
- para. 227 (and reference to Exhibit C-0078 in footnote 215) ;
- para. 344 (i) to (viii) (including footnotes 331 to 341) ;
- para. 346 (i), (ii), (iii), 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> quotes and 346 (iv) to (xii) (including 343 to 356, except 345) ;
- para. 347 (including footnotes 357 to 364) ;
- para. 349 (including footnotes 366 to 372) ;
- para. 355 (i), (v) and (vi) (and references to Exhibits C-0006 and C-0020 in footnotes 374, 379 and footnote 380) ;
- para. 362 (including footnotes 382 à 385) ;
- para. 366 and quote (including footnote 386) ;
- para. 367 and quote (including footnote 387) ;
- para. 368 and quote (including footnote 388) ;
- para. 456, 4<sup>th</sup> sentence (including footnote 484) ;
- para. 458, 1<sup>st</sup> sentence (including footnote 485) ;
- para. 461, 2<sup>nd</sup> sentence (including footnote 486) ;
- para. 480, 2<sup>nd</sup> sentence (including footnotes 502 and 503);
- para. 98, 3<sup>rd</sup> and 4<sup>th</sup> sentences and quote (including footnote 647 include) ;
- Annex 2, 2<sup>nd</sup> point, page 6.

Witness Statement of Mark Struik (CWS-12)

- para. 35, 3<sup>rd</sup> and 4<sup>th</sup> sentences (including footnote 21).

En ce qui concerne les pièces C-0007, C-0018, C-0022, C-0077, C-0078, C-0080 et C-0157, le Tribunal note en premier lieu que la dernière n'entre pas dans le champ de la requête de la Défenderesse. Le Tribunal ne se prononce donc pas concernant la pièce C-0157. Pour ce qui est des autres pièces de cette catégorie, le Tribunal renvoie à sa décision concernant l'Objection no. 3. Par conséquent, ces pièces ne seront pas publiées et les références qui y sont faites seront caviardées comme indiqué ci-dessous.

En outre, le Tribunal prend note de l'accord des Demanderesses pour protéger les pièces C-0006, C-0008, C-0019, C-0020, C-0021, C-0076, C-0079, C-0081 et C-0082. Il en résulte que les références faites à ces pièces seront caviardées comme indiqué ci-dessous.

En ce qui concerne les pièces R-151, R-228, R-234, R-235, R-237, R-238 et R-259, le Tribunal note que dans la mesure où aucune objection à la demande de protection n'a été formulée, il n'a pas déterminé si une exception à la transparence était justifiée. Pour le Tribunal, une Partie ne saurait être considérée avoir renoncé à son droit à la transparence d'un document donné pour l'ensemble de la procédure au motif qu'elle ne s'est pas opposée à une précédente demande de protection relative au même document. Il incombe dès lors au Tribunal d'examiner à ce stade si une exception à la transparence est nécessaire. Ce faisant, il est d'accord avec les Demanderesses que la Défenderesse n'a pas montré que les pièces R-151, R-228, R-234, R-235, R-237, R-238 et R-259 contiennent des « informations commerciales confidentielles » au sens de l'article 7(2)(a) du Règlement sur la transparence de la CNUDCI. En ce qui concerne l'article 7(2)(c), et renvoyant à sa décision sur l'Objection no. 2, le Tribunal observe que les pièces en question sont des communications rédigées par des individus agissant dans le cadre de leurs activités commerciales, et/ou qui paraissent être de nature professionnelle ou commerciale. Elles ne satisfont donc pas les critères de protection de l'article 7(2)(c).

Enfin, le Tribunal note que les Demanderesses n'ont pas objecté à la requête de la Défenderesse concernant les pièces C-0105 et C-0160. Par conséquent, ces pièces sont protégées contre la publication et les références qui y sont faites seront caviardées comme indiqué ci-dessous.

### **Caviardages**

#### **Réplique des Demanderesses**

- para. 40, 2<sup>ème</sup> phrase et citation (note de bas de page 35 incluse) ;
- para. 56, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> phrases avec citation (note de bas de page 48 incluse) ;

- para. 102, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 99 incluse) ;
- para. 106 (note de bas de page 102 incluse) ;
- para. 133 et citation (note de bas de page 126 incluse) ;
- para. 145, 3<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 136 incluse) ;
- para. 151 et citation (note de bas de page 139 incluse) ;
- para. 152 et citations (notes de bas de pages 140 à 142 incluses) ;
- para. 227 (ainsi que la référence à la pièce C-0078 dans la note de bas de page 215) ;
- para. 344 (i) à (viii) (notes de bas de pages 331 à 341 incluses) ;
- para. 346 (i), (ii), (iii), 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> citations et 346 (iv) à (xii) (notes de bas de pages 343 à 356 incluses, sauf 345) ;
- para. 347 (notes de bas de pages 357 à 364 incluses) ;
- para. 349 (notes de bas de pages 366 à 372 incluses) ;
- para. 355 (i), (v) et (vi) (ainsi que les références aux pièces C-0006 et C-0020 dans les notes de bas de pages 374, 379 et la note de bas de page 380) ;
- para. 362 (notes de bas de pages 382 à 385 incluses) ;
- para. 366 et citation (note de bas de page 386) ;
- para. 367 et citation (note de bas de page 387 incluse) ;
- para. 368 et citation (note de bas de page 388 incluse) ;
- para. 456, 4<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 484 incluse) ;
- para. 458, 1<sup>ère</sup> phrase (note de bas de page 485 incluse) ;
- para. 461, 2<sup>ème</sup> phrase (note de bas de page 486 incluse) ;
- para. 480, 2<sup>ème</sup> phrase (notes de bas de pages 502 et 503 incluses) ;
- para. 98, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases et citation (note de bas de page 647 incluse) ;
- Annexe 2, 2<sup>ème</sup> point, page 6.

Déclaration de témoin de Mark Struik (CWS-12)

- para. 35, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> phrases (note de bas de page 21 incluse).